

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 18/01/2018 au 24/01/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

La 6^{ème} ronde de renégociation de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) a débuté le mardi 23 janvier 2018 à Montréal, Canada et s'achèvera le lundi 29 janvier 2018. Le ministre de l'Economie mexicain, Ildefonso Guajardo, le représentant commercial des Etats-Unis, Robert Lighthizer, et la ministre des Affaires Etrangères canadienne, Chrystia Freeland, y participeront, contrairement à la ronde précédente. Parmi les sujets qui devraient être abordés, les règles d'origine automobiles s'annoncent comme le plus important : les Etats-Unis souhaitent élever le contenu états-unien à 50% et le contenu régional à 85%. Le gouvernement mexicain a affirmé le caractère crucial de cette ronde pour déterminer si les positions canadiennes, états-uniennes et mexicaines se rapprocheront. Selon le Directeur de la Commission Fédérale de la Concurrence, qui est également ex-négociateur de l'ALENA, le gouvernement mexicain doit privilégier les objectifs de long terme aux variables de court terme, comme le taux de change.

D. Trump a approuvé l'instauration de droits de douane de 30% sur les panneaux solaires. Ils devraient passer à 25% dans un an, 20% dans deux ans et 15% dans trois ans. Bien que la majorité des panneaux solaires importés par les Etats-Unis proviennent d'Asie, le gouvernement mexicain a réagi à cette décision et lamenté l'inclusion du Mexique à ces mesures.

Economie

Le FMI a augmenté ses prévisions de croissance pour le Mexique à 2,3% pour 2018 et 3% pour 2019. En octobre, le Fonds prévoyait des taux de croissance respectifs de 1,9% et 2,3%. Ces révisions à la hausse sont dues à la performance économique des Etats-Unis, dont la demande augmente et pour lesquels le FMI a élevé sa prévision de croissance pour 2018 à 2,7% (contre 2,4% en octobre). Le Fonds a toutefois signalé que, dans l'éventualité d'un échec de renégociation de l'ALENA, ces taux de croissance potentiels pourraient être abaissés.

En 2017, le taux de chômage a atteint son minimum depuis 2005: 3,42% (INEGI). Ce chiffre est inférieur à celui observé en 2016 (3,88%). Les Etats fédérés du centre du pays ont toutefois observé une recrudescence du chômage par rapport à 2016, notamment Tlaxcala (de 3,42% à 3,78%), la ville de Mexico (de 4,30% à 4,62%), Morelos (2,24% à 2,39%) et Hidalgo (2,58% à 2,71%). Par ailleurs, 6,4% de la population active étaient en sous-occupation, soit 0,4 points de pourcentage de plus que l'année précédente.

L'inflation annuelle a ralenti au cours des deux premières semaines de janvier 2018 et a baissé à 5,51% (INEGI). Il s'agit du taux le plus bas depuis mars 2017. Elle était de 6,85% durant les deux dernières semaines de décembre. Ce ralentissement est principalement dû à la désinflation de l'essence, dont le taux d'inflation annuel était de 2,2% sur les deux premières semaines de janvier (contre 18% pour les deux précédentes).

Le Mexique sort de la liste des 10 pays les plus attractifs pour les investisseurs selon PwC. Alors qu'en 2017, le pays était classé 8^{ème} marché mondial le plus attractif pour investir et qu'il recevait 6% de l'investissement mondial, il est descendu cette année à la 13^{ème} position, avec 4% de l'investissement mondial. Il se situe maintenant derrière le Brésil (7% de l'investissement mondial), le Canada (6%), la Russie (5%), l'Australie (5%) et Hong Kong (5%) selon le cabinet de consultants.

Les importations de dérivés du pétrole ont augmenté de 40% (g.a.) en valeur sur la période janvier-novembre 2017 (Banque Centrale). Après plusieurs années de baisse, celles-ci atteignaient 18,8 Mds USD sur les 11 premiers mois de 2017. Les importations d'essence représentaient 69% de ce montant et celles de diesel 31%. Ce dernier a vu les dépenses qui lui étaient consacrées augmenter de 70% tandis que les dépenses en fioul ont plus que doublé (+108%) et que celles en essence automobile ont crû de 29%.

*Taux de change au 24 janvier 2018 : 1 USD = 18,52 MXN

L'Accord de Partenariat Transpacifique Global et Progressiste (PTPGP), anciennement « Accord de Partenariat Transpacifique » (TPP), devrait être signé le 8 mars au Chili. Les différentes parties sont parvenues à un accord final à Tokyo ce mardi. Une fois celui-ci signé, il suffira que six pays le ratifient pour qu'il entre en vigueur. Les onze pays participants, à savoir l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, représentent 14% du PIB mondial et 15% du commerce mondial. Le Mexique est le 3^{ème} plus grand exportateur des pays signataires après le Japon et le Canada. Parmi les innovations du nouveau traité sans les Etats-Unis, la plus importante est sans doute le chapitre sur la propriété intellectuelle, qui contient des dispositions relatives aux médicaments biotechnologiques et à la disponibilité des médicaments génériques. Les pays se sont également engagés à ne pas compromettre les lois sur les droits des travailleurs ou sur l'environnement pour attirer l'investissement ou favoriser le commerce.

Pour la première fois, une femme a été nommée sous-gouverneure de la Banque Centrale. La nomination d'Irene Espinosa Cantellano a été approuvée mercredi par la commission permanente du Congrès. L'économiste était depuis 2009 trésorière de la fédération. Elle occupera le poste laissé par Alejandro Diaz de León, désigné gouverneur de la Banque Centrale fin novembre. Le 8 février prochain, la Banque Centrale annoncera sa politique monétaire.

Finances publiques

Selon un rapport de l'INEGI, plus de 81,2% des revenus totaux des Etats fédérés dépendaient des ressources fédérales en 2016. Ce taux était 2,5 points de pourcentage supérieur à celui observé trois ans auparavant (78,7%). Alors que les revenus des Etats représentaient 2 000 Mds de pesos (108 Mds USD*), 47% étaient issus des apports fédéraux, 34% des participations fédérales et seulement 6,5% des impôts. Sur 32 Etats fédérés, 23 ne dépassaient pas le taux des 5% des recettes financées par l'impôt. La ville de Mexico était la moins dépendante aux ressources fédérales (55,3% de ses recettes provenaient des ressources fédérales), suivie de Sonora (61,3%) et de l'Etat de Mexico (70,4%).

Entreprises et grands contrats

Le ministre de l'Energie, Pedro Joaquin Cordwell, a déclaré que l'appel d'offre pétrolier prévu pour fin janvier serait réussi si au moins 7 des 29 blocs offerts étaient assignés. Le 31 janvier, aura lieu le plus grand appel d'offre pétrolier depuis la réforme énergétique, la ronde 2.4, qui offrira 29 blocs en eaux profondes du Golfe du Mexique. Vingt-neuf entreprises sont qualifiées, dont Total, Chevron ou encore BP. Elle devrait générer 31,5 Mds USD d'investissements et jusqu'à 130 Mds USD dans le cas où la totalité des blocs serait attribuée. Or cet appel d'offre aura lieu dans un contexte d'incertitude lié à la renégociation de l'ALENA, aux élections présidentielles mexicaines ainsi qu'à la récente réforme fiscale des Etats-Unis. Si au moins un quart des blocs proposés parvient à être attribué, le Ministère de l'Energie considèrera cet appel d'offre comme une réussite, selon la déclaration de Pedro Joaquin Coldwell.

La production de pétrole brut de Pemex était en moyenne de 1,95 million de barils par jour en 2017, soit 9,5% de moins qu'en 2016. A partir de juillet 2017, la production quotidienne moyenne est passée sous la barre des 2 millions de barils. En 2007, elle s'élevait à 3,1 millions, ce qui signifie qu'en dix ans, la production a baissé de 37%. Dans son plan d'affaires, l'entreprise a prévu un programme agressif d'associations stratégiques qui devraient lui permettre d'augmenter sa production de 15% d'ici 2021. Quant à la production de gaz naturel, elle était de 5,1 millions de pieds cubes par jour en 2017, soit 12% de moins qu'en 2016 et 16% de moins qu'il y a dix ans.

Les ventes de Peugeot au Mexique ont augmenté de 13% en 2017 avec 8 885 véhicules vendus alors que le secteur automobile national a souffert d'une contraction de 5%. Selon l'entreprise française, ces bons résultats sont attribuables au renouvellement de la gamme de produits disponibles au Mexique, renforcée par la nouvelle Peugeot 301, le nouveau SUV Peugeot 3008 et le nouveau véhicule utilitaire Peugeot Expert dans le segment professionnel, à la rénovation de 30% du réseau de distributeurs et au programme de satisfaction client « Peugeot Cumple » sous le principe « Chez Peugeot, si no estas satisfecho con el servicio post-venta, no lo pagas ».

*Taux de change au 24 janvier 2018 : 1 USD = 18,52 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 24/01/2018
Bourse (IPC)	+2,04%	+5,39%	50 746,93
Risque pays (EMBI+Mx)	-3,28%	-25,94%	177
Taux de change USD/Peso	-0,71%	-13,34%	18,52
Taux de change Euro/Peso	+0,35%	-0,46%	22,85
Prix du baril de pétrole (USD)	+32,12%	+1,69%	59,68

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Fitch Ratings a modifié la perspective de sa note de la dette souveraine costaricaine de « stable » à « négative ». Bien que l'agence de notation a préservé la note « BB » pour la dette de long terme en monnaie étrangère et nationale, sa perspective s'est détériorée. Selon le communiqué, ce choix est dû à la moindre flexibilité du pays pour financer ses déficits budgétaires croissants, au poids de la dette publique et à l'inertie institutionnelle face aux besoins de réforme fiscale. La dette publique devrait dépasser les 46% du PIB en 2018 selon l'agence (contre 44% en 2017). Le communiqué signale également que les échecs de la réforme fiscale imposeront des ajustements fiscaux futurs plus importants et plus coûteux, ce qui pourrait fragiliser la croissance.

Guatemala

2016 – PIB: 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

La Banque Centrale du Guatemala a commencé à recourir à l'achat hebdomadaire de 50 MUSD pour contrôler le taux de change du Quetzal. En 2017, la devise guatémaltèque s'est appréciée de 2,4%. En décembre dernier, la Banque Centrale a décidé d'acheter, en 2018, 50 MUSD chaque vendredi jusqu'à atteindre un montant de 500 MUSD. Le mécanisme a pour but de pallier à l'excédent de liquidité lié à l'abondance des transferts des migrants (« remesas »), qui se sont élevés à 8,2 Mds USD en 2017. Cette année-là, les achats de devises par la Banque Centrale se sont élevés à 2,5 Mds USD.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Le Honduras est le troisième producteur mondial de café arabica, après le Brésil et la Colombie. Au cours de la dernière décennie, la maladie de la rouille du café a eu des conséquences désastreuses dans la région : 600 000 hectares infestés, 373 000 emplois et 500 MUSD perdus (2,7 millions de sacs de café n'ont pas été récoltés). Le Honduras semble voir le bout du tunnel avec une croissance de 33% du secteur en 2017. La production du Honduras dépasse maintenant celle de l'Ethiopie avec 7,3 millions de sacs de 60kg pour l'année 2017.

Nicaragua

2016 – PIB: 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

L'emploi formel a crû de 5% (g.a.) en novembre 2017 (Banque Centrale du Nicaragua). Plus de 921 milles travailleurs étaient affiliés à la sécurité sociale. Le secteur de l'agriculture et de la pêche a connu la plus forte augmentation (+10,8%), suivi de celui de l'électricité, du gaz et de l'eau (+10,2%), du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration (+6,8%) et du transport et des communications (+4,4%). De plus, le salaire nominal moyen des affiliés a augmenté de 6,1% par rapport à novembre 2016 et le salaire réel de 0,7%.

*Taux de change au 24 janvier 2018 : 1 USD = 18,52 MXN

Le secteur bancaire chinois pourrait étendre ses activités au Panama. En effet, Bank of China Limited et ICBC (Banque Industrielle et Commerciale de Chine) désirent accroître leur présence sur le marché local. Bank of China réalise des opérations au Panama depuis 1994 et détient une licence générale, octroyée par la Superintendance des banques. ICBC, première banque mondiale en termes de capitaux, souhaite s'établir dans le pays, selon l'Ambassadeur de Chine au Panama. Les deux entités chercheraient à établir au Panama des opérations avec des devises chinoises et des opérations bancaires offshore et à financer des travaux d'infrastructures.

Alors que depuis 2012, l'activité commerciale de la Zone franche de Colon (ZLC) diminuait, elle était de 19,71 Mds USD en 2017, soit en légère hausse par rapport à 2016 (+0,3%). Les ventes de produits pharmaceutiques, électroniques, de boissons alcoolisées et de joaillerie ont impulsé la croissance. Au travers de la ZLC, ont été réexportés pour 1,8 Md USD de produits pharmaceutiques et 464,2 MUSD d'appareils électroniques, entres autres. Les principaux marchés ont été Porto Rico et le marché intérieur panaméen. En 2018, la Zone cherchera de nouveaux acheteurs et partenaires commerciaux en Amérique du sud et dans les Caraïbes pour remplacer les marchés colombien et vénézuélien.

Tocumen devrait réaliser une émission obligataire de près de 225 MUSD. Trois ans après l'émission de 575 MUSD, l'Aéroport international de Tocumen devrait avoir recours de nouveau aux marchés internationaux pour obtenir des fonds afin de financer son plan d'élargissement, qui inclut la construction du Terminal sud et un système moderne de ravitaillement et de gestion des bagages. L'objectif étant de collecter 225 MUSD, la dette devrait s'élever à 1,45 Md USD. Cette émission servira principalement à l'acquisition des terrains voisins à l'aéroport, où se construira une 3^{ème} piste d'atterrissage. Par ailleurs, la construction du 2^{ème} terminal de passagers de Tocumen a progressé de 75%. Celui-ci devrait être opérationnel en octobre 2018.

Le Salvador bat son record des 35 dernières années avec 1,48 Md USD de recettes issues du tourisme en 2017, soit une hausse de 6,8% par rapport à 2016. Le secteur devrait désormais représenter environ 4,6% du PIB. Le nombre de visiteurs a augmenté avec un total de 2,25 millions de touristes étrangers (+9,5%). Les projections pour 2018 s'inscrivent dans les mêmes tendances.

La zone franche American Industrial Park a inauguré ses installations de génération électrique photovoltaïque permettant de fournir de l'énergie verte à un coût réduit à différentes entreprises via des panneaux solaires installés sur les bâtiments. L'investissement de 5 MUSD a permis d'installer un parc de 5 MW, qui sera agrandi pour atteindre une capacité de 7MW au cours des deux prochaines années.

Les ministres des Finances de l'Union européenne (UE) ont retiré huit pays de la liste noire des paradis fiscaux dont le Panama, la Barbade et Grenade. Ces huit pays ont fourni des engagements formels pour réformer leurs pratiques fiscales et ainsi remédier aux inquiétudes de l'UE. Toutefois, les ministres n'ont pas rendu publics les engagements donnés par les pays retirés de la liste noire. Ils sont désormais placés sur la liste grise, composée de 55 juridictions, et feront l'objet d'un suivi. Initialement constituée de dix-sept pays, la liste noire compte désormais neuf pays dont Trinité et Tobago et Sainte-Lucie.

Le Panama, la Jamaïque et la Barbade signent la Convention multilatérale BEPS pour la mise en place des clauses des traités fiscaux relatifs à la prévention de l'érosion de la base d'imposition et des transferts de bénéfices. La Convention BEPS compte aujourd'hui 78 signataires.

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a injecté 25 MUSD sur le marché des changes afin de renforcer la demande de la gourde haïtienne par rapport au dollar. Les institutions financières ainsi que les compagnies pétrolières peuvent profiter de cette injection pour se procurer des dollars. En mars 2017, la BRH avait vendu 120 MUSD sur le marché des changes, ce qui avait permis de contrôler la dépréciation de la devise nationale. Ces interventions n'ont pas eu d'impact majeur sur le niveau des réserves brutes de devises internationales, qui demeurent équivalentes à environ 5 mois d'importation.

*Taux de change au 24 janvier 2018 : 1 USD = 18,52 MXN

Selon le ministre des Finances, le gouvernement veut un assouplissement de la cible d'excédent primaire, actuellement à 7% du PIB. Le gouvernement cherchera l'approbation du FMI afin de réduire la cible d'excédent primaire à 6,5% du PIB puis à 6% du PIB, dans le but de libérer des fonds pour les dépenses d'investissement. A la fin de l'année budgétaire (31 mars), la dette devrait baisser à 107% du PIB (contre 111% un an plus tôt) selon le calcul du gouvernement. Par ailleurs, dans le prochain budget, le gouvernement ne recherchera pas davantage de taxes, les revenus fiscaux collectés ayant dépassé l'objectif en décembre 2017.

La Banque centrale de la République dominicaine annonce qu'en 2017, l'inflation était conforme à sa cible (4% ±1point) avec 4,2% et que l'inflation sous-jacente était de 2,36%. 72,5% de l'inflation sont dus aux hausses des indices des prix des aliments et boissons, du transport et de l'habitat, respectivement de 5,52%, 5,25%, et 5,85%. Par ailleurs, 22,6% de l'inflation sont générés par l'augmentation des prix des combustibles.

La Direction Générale des Impôts Internes (DGII) a perçu 8 Mds USD en 2017, soit 42 MUSD de plus que l'objectif annuel, une première depuis 9 ans. La collecte a ainsi augmenté de 10% par rapport à l'exercice précédent, avec une hausse de 19,4% sur les carburants, de 20% sur l'Impôt sur le revenu et de 15% sur les alcools.

La mise en place des politiques du gouvernement a permis une hausse des investissements privés, selon le ministère du Commerce et de l'industrie, qui indique que la confiance des investisseurs s'est rétablie. Afin d'améliorer le climat d'investissement dans le pays, le gouvernement travaille sur différentes initiatives: l'automatisation du processus de délivrance des permis de construction (effective en 2018); la mise en place d'un système électronique pour l'enregistrement des entreprises, les demandes de permis de travail et les exemptions de visa (complète d'ici décembre 2018); la réduction des délais de dédouanement et d'approbation des marchandises bénéficiant du soutien de la Division des douanes et accises (en mars 2019); l'accélération des approbations liées à l'aménagement du territoire et l'installation des systèmes de canalisation d'eau, d'égouts et d'électricité (premiers travaux de réformes en 2018). Ces dispositions sont complétées par les travaux d'un comité interministériel, créé pour approuver et faciliter les investissements et qui a déjà facilité 12 projets d'investissement d'une valeur de 140 MUSD (création de 1600 emplois prévue).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.